

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/151

29 juin 2000

(00-2697)

Comité du commerce et de l'environnement

ACCORDS ENVIRONNEMENTAUX MULTILATÉRAUX (AEM) ÉVOLUTION RÉCENTE

Note du Secrétariat

I. INTRODUCTION

1. La présente note vise à informer les membres du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) des faits récents intervenus dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux suivants:

- La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). La onzième session de la Conférence des Parties à la CITES s'est déroulée à Nairobi (Kenya) du 10 au 20 avril 2000. À cette occasion, la Conférence a adopté plusieurs décisions et résolutions. En outre, un certain nombre des décisions convenues à la dixième session restent en vigueur. La douzième session de la Conférence des Parties se déroulera au deuxième trimestre 2002. Le Chili a proposé d'accueillir la réunion à Santiago.¹
- Le projet d'instrument international juridiquement contraignant aux fins de l'application de mesures internationales à certains polluants organiques persistants (POP). Le Comité de négociation intergouvernemental a tenu sa quatrième session à Bonn (Allemagne) du 20 au 25 mars 2000. Sa cinquième session se déroulera du 4 au 9 décembre 2000 à Johannesburg (Afrique du Sud). Même si cela n'était pas prévu, il pourrait être nécessaire de convoquer une sixième session afin de mener à bien les négociations, peut-être en parallèle avec la Conférence plénipotentiaire, dont la date a été confirmée et qui se déroulera du 21 au 23 mai 2001 à Stockholm (Suède).²

¹ La série complète des documents de la Conférence est disponible auprès du Secrétariat de l'OMC pour consultation. S'agissant des renseignements communiqués précédemment, y compris lors des sessions d'information concernant les AEM, les Membres peuvent consulter les documents WT/CTE/W/71 et 119.

² Le projet de texte actuel, tel qu'il figure dans le rapport de la quatrième session du Comité de négociation intergouvernemental (UNEP/POPS/INC.4/5), est disponible auprès du Secrétariat de l'OMC. S'agissant des renseignements communiqués précédemment, y compris lors des sessions d'information concernant les AEM, les Membres peuvent consulter les documents WT/CTE/W/91, 112 et 130. Il ne faut pas confondre cet instrument international avec le Protocole sur les polluants organiques persistants récemment conclu sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Pour de plus amples renseignements sur ce dernier, prière de se référer à la présentation faite par le Secrétariat de la Commission au Comité du commerce et de l'environnement en 1998 (WT/CTE/W/88).

II. CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION (CITES)

A. NOTE INTRODUCTIVE

2. La onzième session de la Conférence des Parties à la CITES a réuni quelque 1 400 participants provenant des parties contractantes, d'États tiers, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales. À cette occasion, 61 propositions de modification des annexes de la CITES ont été examinées, de même que 59 autres documents portant sur une large gamme de sujets, y compris: les moyens d'améliorer la mise en œuvre de la Convention; des questions financières; la conservation et le commerce des tigres, des éléphants, des rhinocéros et des antilopes du Tibet; ainsi que le commerce des ours, des tortues d'eau douce et terrestres, des hippocampes et des médicaments traditionnels.

3. Au terme de la réunion, 17 nouvelles résolutions ont été adoptées et certaines résolutions existantes révisées; un grand nombre de nouvelles décisions ont par ailleurs été adoptées. Sur les 61 propositions visant à modifier les annexes, 32 ont été adoptées, 17 retirées (parmi lesquelles cinq ont été remplacées par des résolutions) et 12 rejetées. Certaines propositions qui avaient le plus attiré l'attention des participants et de la presse, à savoir quatre propositions concernant les baleines, quatre propositions sur les six propositions concernant les éléphants d'Afrique, deux concernant les carets et trois concernant les requins ont été retirées ou rejetées. La proposition formulée par l'Afrique du Sud en vue de transférer la population d'éléphants d'Afrique de l'annexe I à l'annexe II a été adoptée telle que modifiée (contingents d'exportation nuls pour l'ivoire brut).

B. RÉOLUTIONS ET DÉCISIONS³

4. Étant donné que la CITES vise à réglementer le commerce international des espèces menacées, nombre de ses résolutions et décisions ont trait au commerce. Les décisions adoptées à la onzième session de la Conférence des Parties seront normalement regroupées comme suit: i) décisions à l'adresse des parties à la CITES; ii) décisions à l'adresse des divers Comités de la CITES; et iii) décisions à l'adresse du Secrétariat de la CITES.

5. Au moment de l'élaboration du présent document, le Secrétariat de la CITES était toujours en train de classer les résolutions et décisions prises à la onzième session de la Conférence des Parties et à les adresser aux organes appropriés. Dans l'attente de la liste officielle, on trouvera ci-après des exemples de résolutions et décisions qui ont fait l'objet d'un examen à la réunion et qui concernent le plus directement le commerce.

6. Exemples de résolutions révisées et de nouvelles résolutions:

- Conf. 8.15: Lignes directrices pour une procédure d'enregistrement et de suivi des établissements élevant à des fins commerciales des espèces animales inscrites à l'annexe I (voir Com. 11.27 tel que modifié);

³ Note explicative: la Conférence des Parties aboutit à deux types de résultats concrets: les "décisions" sont généralement des injonctions ou des instruments auxquels il convient normalement de se conformer avant la prochaine session de la Conférence des Parties, par exemple par un Comité ou le Secrétariat de la CITES. Une fois mis en œuvre, ils deviennent obsolètes. Après chaque Conférence des Parties, les décisions mises en œuvre ou qui ne sont plus en vigueur sont supprimées. De même, les "résolutions" englobent les recommandations formulées en vue d'améliorer l'efficacité de la Convention et sont par nature durables.

- Conf. 9.22: Système universel d'étiquetage pour l'identification des peaux de crocodiliens (voir Doc. 11.51 (annexe), tel que modifié);
 - Conf. 10.2: Permis et certificats (voir Doc. 11.11.4.2, Doc. 11.51 (paragraphe 6), Com. 11.9 et Com. 11.20);
 - Conf. 10.10: Commerce de spécimens d'éléphant (voir Doc. 11.31.3);
 - Doc. 11.17 (annexe 2B): Regroupement des résolutions relatives à l'application de la Convention et à la lutte contre la fraude;
 - Doc.11.47 (Rev.1) annexe 2: Élevage en ranch et commerce des spécimens élevés en ranch;
 - Com. 11.5: Conservation et contrôle du commerce de l'antilope du Tibet;
 - Com. 11.7: Conservation et contrôle des tortues d'eau douce et des tortues terrestres en Asie et dans d'autres Régions;
 - Com. 11.9: Commerce des coraux durs;
 - Com. 11.13: Conservation et commerce des cerfs porte-musc;
 - Com. 11.29: Système universel d'étiquetage pour l'identification du caviar;
 - Com. 11.35: Définition de l'expression "destinataires appropriés et acceptables".
7. Exemples de décisions:
- Doc. 11.12.2: Plan stratégique de la Convention, y compris Vision d'une stratégie jusqu'en 2005 et Plan d'action;
 - Doc. 11.25: Procédure de révision des critères d'amendement des annexes I et II;
 - Com. 11.8: Création d'un Groupe de travail sur l'acajou (*Swietenia macrophylla*);
 - Doc. 11.19 (annexe 1): Ne plus autoriser de commerce de spécimens d'espèces couvertes par la CITES avec les parties, dont le Comité permanent a établi qu'elles n'avaient pas fourni de rapport annuel pendant trois années consécutives;
 - Com. 11.4: Les États de l'aire de répartition devraient fixer des quotas d'exportation annuelle par bassin pour les spécimens d'esturgeons et de polyodons et communiquer ces quotas au Secrétariat;
 - Com. 11.22: Envoyer au Secrétariat, d'ici au 31 juillet 2001, un rapport indiquant les mesures prises pour mettre en œuvre la Résolution Conf. 10.8 concernant le commerce des spécimens d'ours;
 - Com. 11.32 [Doc. 11.30 (Rev.1)]: Les États de l'aire de répartition et les pays de consommation du tigre devraient, d'ici au 31 août 2000, faire rapport au Secrétariat concernant les mesures prises concernant le commerce des spécimens de tigre;
 - Com.11.12: Entreprendre une étude des mesures prises par les principaux États de l'aire de répartition, de transit et de consommation des cerfs porte-musc pour mieux lutter contre la

fraude, pour conserver les populations de cerfs porte-musc et faire un rapport à la 12^{ème} session de la Conférence des Parties;

- Com. 11.31 (Rev.1): Formuler des recommandations à soumettre à la 12^{ème} session de la Conférence des Parties concernant le commerce des échantillons à des fins de recherche susceptibles de se dégrader avec le temps, en consultation avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et en se fondant sur le rapport du Comité pour les animaux;
- Doc. 11.11.1 annexe: Maintenir des contacts avec le Secrétaire du Comité des pêches pour suivre la mise en œuvre du Plan d'action sur les requins et soumettre un rapport à la 12^{ème} session de la Conférence des Parties;
- Com. 11.7 annexe 1: Examiner le commerce des spécimens de tortues d'eau douce et de tortues terrestres inscrits dans la CITES dans le contexte de la résolution Conf. 8.9;
- Com. 11.28: Examiner les problèmes complexes liés à l'origine du cheptel souche et à la relation entre les établissements *ex situ* d'élevage en captivité et la conservation *in situ* de l'espèce concernée et de faire rapport à la 12^{ème} session de la Conférence des Parties;
- Doc. 11.44 (annexe C): Établissement d'un groupe de travail chargé d'examiner la viande de brousse en tant que question de commerce et de gestion d'espèces sauvages, de trouver des solutions et de contacter des organisations susceptibles d'apporter une contribution pour une gestion meilleure et durable du commerce de viande de brousse;
- Doc.11.56 (annexe): Évaluer le niveau de reproduction artificielle et d'élevage en captivité des espèces à des fins médicinales, préparer des projets concernant le commerce international des produits médicinaux, continuer d'établir la liste des espèces animales et végétales commercialisées pour leurs propriétés médicinales;
- Com. 11.24: En consultation avec le Comité pour les animaux, le Groupe UICN/CSE de spécialistes des crocodiles et l'Organisation mondiale des douanes, étudier la manière de rationaliser les procédures de délivrance des documents d'exportation ou de réexportation couvrant les échantillons de peaux de crocodiliens et autres reptiles et préparer une proposition à soumettre à la 12^{ème} session de la Conférence des Parties.

III. PROJET D'INSTRUMENT INTERNATIONAL JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT AUX FINS DE L'APPLICATION DE MESURES INTERNATIONALES À CERTAINS POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS (POP)⁴

A. NOTE INTRODUCTIVE

8. Lors de l'ouverture de la réunion, le gouvernement allemand a officiellement proposé que le futur Secrétariat de la Convention sur les POP soit établi à Bonn; cette proposition venait compléter l'offre qu'il avait faite précédemment d'accueillir dans cette ville le Secrétariat de la Convention sur le consentement préalable donné en connaissance de cause (PIC). Environ 120 gouvernements, dix organisations internationales, sept organisations intergouvernementales et 81 organisations non

⁴ La présente section de la note est fondée sur les renseignements factuels contenus dans le document UNEP/POPS/INC.4/5 et le fait que le Secrétariat ait été représenté à une partie de la réunion a facilité son élaboration et grandement contribué à faire comprendre la complexité des négociations.

gouvernementales ont assisté aux sessions plénières. Un groupe de négociation, le Groupe d'étude de la mise en œuvre et un Groupe de rédaction juridique ont travaillé en parallèle. De nombreuses réunions informelles du groupe de contact ont été consacrées à l'article D, lequel pourrait présenter un intérêt particulier pour les Membres de l'OMC.

9. Le projet de texte de l'article D, paragraphes 1 et 2 (voir la section B), contient des références au commerce. Ces paragraphes restaient dans une large mesure inchangés, certains crochets ayant toutefois été supprimés. Pour des raisons de procédure, le projet de texte concernant les importations et les exportations entre parties et non-parties n'a pas été inclus dans le rapport du Président du groupe de contact mais est reproduit en tant qu'annexe dudit rapport, ainsi que l'avait envisagé le groupe de contact (voir la section C).⁵

10. Le projet de texte de l'article D, paragraphe 4 (sur la gestion et l'élimination des déchets contenant certains polluants organiques persistants/destruction des stocks de déchets) a été renvoyé, tel que modifié⁶, au Groupe de rédaction juridique, lequel a élaboré plusieurs options eu égard aux références à d'autres conventions, pour examen à la cinquième session du Comité de négociation intergouvernemental.

11. Plusieurs dispositions, tel l'article D, contiennent des éléments de phrases entre crochets visant à faire en sorte que le respect des obligations respectives de ces dispositions soit subordonné à l'aide technique et financière disponible. Ces questions sont liées aux articles J (assistance technique) et K (ressources et mécanismes financiers). L'article J reconnaît l'importance de l'assistance technique et du renforcement des capacités pour la réalisation des objectifs du futur instrument; l'article Jbis, qui intéresse la création d'un réseau d'aide au développement des capacités, reste en intégralité entre crochets, étant donné qu'il n'avait pas été possible d'en examiner le texte en session plénière. Les débats relatifs à l'article K, qui portent principalement sur la question de savoir s'il conviendrait de mettre au point un mécanisme financier indépendant financé par des contributions ou si l'on pourrait faire appel à un ensemble d'institutions existantes, parmi lesquelles le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

12. Le principe de précaution a été examiné dans le contexte des critères établis pour l'inscription de nouvelles substances (article F) mais un certain nombre de pays semblaient préférer qu'il soit fait référence à ce principe dans le préambule.

13. Des propositions, qui ont été formulées en vue de la modification des annexes relatives au contrôle (annexes A et B) ont été incluses dans le rapport du Président du Groupe de contact devant

⁵ Ces textes sont reproduits afin de permettre aux Membres de mieux comprendre les débats sur les POP qui ont trait au commerce, lesquels se dérouleront probablement dans un cadre formel à la cinquième session du Comité de négociation intergouvernemental.

⁶ Bon nombre de représentants ont exprimé le vœu que l'article D indique clairement les critères devant régir la gestion et l'élimination écologiquement rationnelle des déchets de polluants organiques persistants au lieu de recourir à des critères établis par une autre convention (Convention de Bâle) dont le lien juridique avec la future convention sur les polluants organiques persistants était douteux. D'autres représentants ont été d'avis qu'étant donné que les organismes techniques subsidiaires de la Convention de Bâle portaient déjà leurs activités sur les problèmes en question et disposaient des compétences techniques nécessaires, ils représentaient une ressource efficace et respectée à mobiliser. Il y a eu débat sur la question de savoir comment concilier, dans le corps du texte, l'importance de la décontamination des sites et le problème de faisabilité et de modalités pratiques. Plusieurs représentants ont appelé l'attention sur la nécessité d'établir clairement la distinction entre déchets, d'une part, et produits et articles encore en usage, d'autre part. Plusieurs autres ont souligné qu'il importait qu'une assistance technique et financière adéquates permettent aux pays en développement et aux pays à économie en transition d'identifier et de décontaminer les sites contaminés. On a également souligné la nécessité de veiller à ce que la question de la destruction des stocks soit traitée de façon adéquate.

être soumis à la cinquième session du Comité de négociation intergouvernemental. Ces propositions pourraient également être examinées dans le contexte des discussions relatives aux "exemptions générales", c'est-à-dire de la question de savoir si un article distinct (*Zbis*) était nécessaire ou si certaines de ces questions devraient être examinées en tant qu'exemptions spécifiques au titre de ces annexes.

B. CERTAINS ARTICLES CONTENUS DANS LE PROJET DE TEXTE PRÉLIMINAIRE

"Projet d'article D. Mesures propres à réduire ou à éliminer les rejets

Interdiction de la production et de l'emploi de certains polluants organiques persistants

1. [Sous réserve qu'elle ait accès à une assistance financière et technique,] chaque partie [interdit] [interdit [et] [ou] prend [d'autres] [les] mesures juridiques qui s'imposent pour éliminer] [prend les mesures juridiques qui s'imposent pour éliminer] la production[, l'importation, l'exportation] et l'emploi des substances chimiques inscrites à l'annexe A (Élimination), conformément aux dispositions de ladite annexe.

[1*bis*. Chaque partie veille à ce que, une fois leur production et leur emploi interdits, les substances chimiques inscrites à l'annexe A ne soient plus ni importées ni exportées, sauf en vue de leur [destruction] [ou] [élimination] dans le respect de l'environnement.]

Restrictions imposées à la production et à l'emploi de certains polluants organiques persistants

2. [Sous réserve qu'elle ait accès à une assistance financière et technique,] chaque partie [interdit] [interdit [et] [ou] prend [d'autres] [les] mesures juridiques qui s'imposent pour éliminer] [prend les mesures juridiques qui s'imposent pour éliminer] la production [ou] [et] l'emploi des substances chimiques inscrites à l'annexe B (Restriction), sauf dans les cas énumérés à ladite annexe, conformément aux dispositions qui y figurent.

Nouvelles substances

2*bis*. Afin de protéger la santé humaine et l'environnement, chaque partie ayant⁷ un système de réglementation et d'évaluation des nouveaux pesticides et produits chimiques industriels, prend des mesures dans le cadre de ce système pour [éviter] [interdire] [prévenir] [réglementer] la production [l'importation] [l'exportation] et l'utilisation de nouveaux pesticides et produits chimiques industriels qui, compte tenu des critères des annexes D.1 b) à [D.1 e)] [D.1 f)], présentent les caractéristiques de polluants organiques persistants.

C. RAPPORT DES COPRÉSIDENTS DU GROUPE DE CONTACT SUR LES PARAGRAPHES 1 ET 2 DU PROJET D'ARTICLE D (ANNEXE III DU DOCUMENT UNEP/POPS/INC.4/5)

"Le Groupe de contact a examiné le texte des paragraphes 1 et 2 de l'article D et, après avoir recherché sans succès un compromis acceptable pour les pays qui en faisaient partie, il s'est mis d'accord sur un texte de ces paragraphes comme indiqué à l'Appendice I du présent rapport. En ce qui concerne le paragraphe 1*bis*, le Groupe de contact a modifié le texte renvoyé par la plénière afin qu'il soit l'expression de l'approche cohérente élaborée pour cette question. Il a examiné une proposition

⁷ (Note de bas de page 1 dans l'original) La plénière a demandé au Groupe de rédaction juridique si ce libellé, qui vise à étendre l'obligation aux parties ayant (soit à la date d'entrée en vigueur soit ultérieurement) un tel plan pour les "nouveaux" pesticides produits et chimiques industriels, répond bien à son propos. Le Groupe de rédaction juridique a confirmé qu'il en est effectivement ainsi.

tendant à séparer dans l'article les exportations des importations en leur consacrant deux paragraphes distincts, *D.1ter* et *D.1quater*, respectivement. Après un débat, ces approches de l'article ont été retenues en tant que variantes entre crochets, avec une note de bas de page. La question du transbordement a été soulevée et le Groupe de contact a fait observer que cette question pouvait être traitée en appliquant le terme "importations" aux seules marchandises ayant pour destination finale un pays déterminé. La note de bas de page 1 du document UNEP/POPS/INC.4/CRP.48 et le paragraphe 1 b) du document UNEP/POPS/INC.4/CRP.46 ont été examinés, et il a été convenu que le Groupe de contact n'inclurait pas ces points dans le texte qu'il soumettrait, étant donné qu'ils étaient déjà traités au paragraphe 4 b) de l'article D. Un document officieux contenant des propositions supplémentaires sur les questions d'importation et d'exportation traitées au paragraphe *1bis* a été présenté et examiné; il traitait d'un aspect de la réglementation des importations et des exportations qui intéressait les non-parties à la future Convention et qui n'apparaissait pas au paragraphe *1bis* tel qu'il avait été communiqué par la plénière au Groupe de contact du document UNEP/POPS/INC.4/CRP.48. Après plusieurs interventions tendant à insérer ces propositions dans le texte de la Convention que le Groupe de contact devait soumettre, le coprésident a décidé, étant donné que les propositions apparaissaient seulement dans un document officieux, et l'absence de débat sur les dispositions commerciales intéressant les non-parties aux réunions précédentes du Comité ou du Groupe de contact sur les annexes D.1 et D.2, que ces propositions ne pouvaient pas figurer dans le texte que le Groupe de contact devait proposer et présenter. On a vérifié auprès du Secrétariat s'il en était bien ainsi comme le pensait le coprésident avant la décision. La version finale du texte examiné par le Groupe de contact figure à l'Appendice 1."

"APPENDICE I

Article D: Mesures propres à réduire ou à éliminer les rejets de polluants organiques persistants dans l'environnement

Interdiction de la production et de l'emploi de certains polluants organiques persistants

1. [Sous réserve de l'accessibilité de l'assistance technique et financière,] chaque partie [interdit] [ou] [prend les mesures juridiques, administratives et autres qui s'imposent pour éliminer] la production [, l'importation, l'exportation] [, le transit,] et l'emploi des substances chimiques inscrites à l'annexe A (Élimination), conformément aux dispositions de ladite annexe.

[*1bis*.⁸ Chaque partie veille à ce qu'aucune des substances chimiques inscrites à l'annexe A dont la production et l'utilisation [ont été interdites par toutes les parties] [ou] [que toutes les parties ont décidé d'éliminer en prenant les mesures juridiques, administratives et autres qui s'imposent] ne soit exportée ou importée [ou mise en transit] sauf aux fins [de sa destruction] [ou] [de son élimination] écologiquement rationnelle [et avec l'autorisation préalable du pays importateur].]

[*1ter*.⁸ Chaque partie veille à ce qu'aucune des substances chimiques inscrites à l'annexe A dont la production et l'utilisation [ont été interdites par cette partie] [ou] [que chaque partie a décidé d'éliminer en prenant les mesures juridiques, administratives et autres qui s'imposent], ne soit importée par cette partie sauf aux fins [de sa destruction] [ou] [de son élimination] écologiquement rationnelle.]

[*1quater*.⁸ Chaque partie veille à ce qu'aucune des substances chimiques inscrites à l'annexe A [dont la production et l'utilisation ont été interdites par toutes les parties] [ou] [que toutes les parties ont décidé d'éliminer en prenant les mesures juridiques, administratives et autres qui s'imposent], ne

⁸ (Note de bas de page 1 dans l'original) *1ter* et *1quater* constituent, ensemble, une variante du paragraphe *1bis*.

soit exportée par cette partie sauf aux fins [de sa destruction] [ou] [de son élimination] écologiquement rationnelle [et avec l'autorisation préalable de la partie importatrice].]

Restrictions imposées à la production et à l'emploi de certains polluants organiques persistants

2. [Sous réserve de l'accessibilité d'une assistance technique et financière,] chaque partie [interdit] [ou] [prend les mesures juridiques, administratives et autres nécessaires pour éliminer] [la production] [et] l'emploi des substances chimiques inscrites à l'annexe B (Restrictions), conformément aux dispositions de ladite annexe. [La production de substances chimiques inscrites à l'annexe B est limitée aux parties visées à l'annexe B, et ces parties doivent indiquer périodiquement au secrétariat la quantité totale de chacune des substances inscrites à l'annexe B produite durant cette période. L'emploi des substances chimiques inscrites à l'annexe B est limité aux parties et aux utilisations spécifiées à ladite annexe, et chacune des parties concernées doit indiquer périodiquement au secrétariat la quantité totale de chacune des substances inscrites à l'annexe B qu'elle a importée pour ces emplois durant la période considérée.]⁹"]

"Appendice 1

Projet de paragraphe 1*quinter* de l'article D

[Chaque partie veille à ce qu'une substance chimique inscrite à l'annexe A, dont toutes les parties n'ont pas encore [interdit] la production et l'utilisation [ou] [procédé à l'élimination en prenant les mesures nécessaires, juridiques, administratives et autres], ne puisse être exportée par cette partie vers d'autres parties bénéficiant d'une dérogation expresse en vertu de l'annexe A, [ou toute autre partie exclusivement] aux fins [d'une destruction] [ou] [d'une élimination] écologiquement rationnelle [et avec l'autorisation préalable de la partie importatrice]].

[Projet de paragraphe 1*sexter*

Nonobstant les dispositions du présent article, les exportations visées aux paragraphes 1*ter* et 1*quater* ne sont autorisées dans le cas d'un État qui n'est pas partie à la présente Convention, que si la Conférence des Parties reconnaît par une décision que cet État se conforme pleinement à l'article ... et a présenté des données écrites à cet effet au Secrétariat ou, le cas échéant, selon les dispositions transitoires.]"

⁹ (Note de bas de page 2 dans l'original) Une disposition analogue, adaptée au contexte, pourrait être ajoutée au paragraphe D1, s'agissant des exemptions d'emploi concernant certains pays. Ce même texte pourrait être placé entre crochets à l'article L concernant l'établissement des rapports.